

AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT

**ANNEXE 8 - CONDITIONS GENERALES**

---

*Juin 2021*

## TABLE DES MATIERES

<b>1. Dispositions introductives.....</b>	<b>5</b>
1.1 Conditions Générales et Conditions Particulières .....	5
1.2 Définitions .....	5
1.3 Interprétations.....	5
1.4 Bénéficiaire Etat ou collectivité locale.....	5
1.5 Bénéficiaire Final ou Maître d’Ouvrage Délégué .....	5
1.6 Co-Financement .....	5
<b>2. Montant, Objet et Conditions d’Utilisation .....</b>	<b>5</b>
2.1 Montant .....	5
2.2 Objet.....	6
2.3 Responsabilité .....	6
2.4 Financement hors taxes .....	6
2.5 Conditions suspensives à la Signature et aux Versements .....	6
<b>3. Modalités de Versement des fonds.....</b>	<b>6</b>
3.1 Demande de Versement.....	6
3.2 Modalités de Versement .....	7
3.3 Taux de change applicable .....	9
3.4 Date Limite de Versement.....	9
3.5 Défaut de justification de l’utilisation des fonds .....	10
<b>4. Cas d’Ajournement, de Rejet des Demandes de Versement ou de résiliation.....</b>	<b>10</b>
4.1 Cas d’Ajournement ou de Rejet des Demandes de Versement .....	10
4.2 Cas de résiliation .....	12
<b>5. Déclarations .....</b>	<b>12</b>
5.1 Statut.....	12
5.2 Pouvoir et capacité .....	13
5.3 Force obligatoire.....	13
5.4 Absence de contradiction avec d’autres obligations du Bénéficiaire .....	13
5.5 Autorisations .....	13
5.6 Passation des marchés .....	13
5.7 Origine licite des fonds, Acte de Corruption, Fraude, Pratiques Anticoncurrentielles .....	14
5.8 Sûreté.....	14
<b>6. Engagements.....</b>	<b>14</b>
6.1 Existence légale.....	14

6.2	Autorisations .....	15
6.3	Documents de Projet .....	15
6.4	Respect des lois et de la réglementation.....	15
6.5	Passation des marchés .....	15
6.6	Financements supplémentaires.....	15
6.7	Délégation d'assurances .....	16
6.8	Liste des Sanctions Financières et Embargos.....	16
6.9	Origine licite des fonds et absence d'Acte de Corruption, de Fraude, de Pratiques Anticoncurrentielles .....	16
6.10	Responsabilité environnementale et sociale.....	17
6.11	Compte (s) du Projet.....	18
6.12	Rétrocession – Suivi du Bénéficiaire Final .....	18
6.13	Statut d'Expertise France .....	19
6.14	Lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme.....	19
6.15	Préservation du Projet et assurances.....	19
6.16	Suivi et contrôle.....	19
6.17	Evaluation de projet.....	20
6.18	Sûreté.....	20
6.19	Visibilité et communication .....	20
<b>7.</b>	<b>Engagements de suivi et d'information.....</b>	<b>21</b>
7.1	Rapports d'exécution.....	21
7.2	Co-Financement .....	21
7.3	Informations complémentaires .....	21
7.4	Informations statutaires et financières.....	22
7.5	Informations relatives au Bénéficiaire Final .....	22
<b>8.</b>	<b>Frais Accessoires - Enregistrement .....</b>	<b>22</b>
<b>9.</b>	<b>AUTRES DISPOSITIONS .....</b>	<b>23</b>
9.1	Langue .....	23
9.2	Nullité partielle.....	23
9.3	Non renonciation .....	23
9.4	Cessions.....	23
9.5	Valeur juridique.....	23
9.6	Accord unique .....	23
9.7	Modification de la Convention de Financement .....	24
9.8	Confidentialité - Communication d'informations .....	24
9.9	Délai de prescription .....	24

<b>10. Notifications .....</b>	<b>24</b>
<b>11. Entrée en vigueur - Durée .....</b>	<b>24</b>
<b>12. Droit applicable, Attribution de Juridiction et Election de Domicile .....</b>	<b>25</b>
12.1 Droit applicable .....	25
12.2 Attribution de juridiction.....	25
12.3 Immunités.....	25
12.4 Élection de domicile.....	25
<b>Annexe A1 - Définitions .....</b>	<b>26</b>
<b>Annexe A2 - Interprétations.....</b>	<b>32</b>
<b>Annexe B - Liste des informations que le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence à faire publier sur son site Internet (notamment sur sa plateforme <i>open data</i>).....</b>	<b>33</b>
<b>Annexe C - Liste non exhaustive des documents environnementaux et sociaux dont le Bénéficiaire autorise la communication dans le cadre du Règlement de Gestion des Réclamations ES.....</b>	<b>34</b>
<b>Annexe D – Modalités de partage des données de biodiversité.....</b>	<b>35</b>

## **1. DISPOSITIONS INTRODUCTIVES**

### **1.1 Conditions Générales et Conditions Particulières**

Les présentes Conditions Générales ont pour objet de définir les dispositions généralement applicables à une Subvention octroyée par l'Agence à un ou plusieurs Bénéficiaires.

Les dérogations aux Conditions Générales seront précisées dans les Conditions Particulières.

Les Conditions Générales (en ce compris les Directives pour la Passation des Marchés) et les Conditions Particulières forment ensemble la Convention de Financement.

En cas de contradiction entre les Conditions Générales et les Conditions Particulières, les dispositions des Conditions Particulières prévaudront.

### **1.2 Définitions**

Les termes utilisés dans les Conditions Générales (en ce compris les annexes) commençant par une majuscule auront la signification qui leur est attribuée à l'Annexe A1 – (*Définitions*) des Conditions Générales.

### **1.3 Interprétations**

Sauf stipulation contraire, les termes utilisés dans les Conditions Générales s'entendront de la manière précisée à l'Annexe A2 – (*Interprétations*) des Conditions Générales.

### **1.4 Bénéficiaire Etat ou collectivité locale**

Lorsque le Bénéficiaire est un Etat ou une collectivité locale, les Articles 4.1(j) (*Changement de situation du Bénéficiaire et/ou du Bénéficiaire Final*), 5.8 (*Sûreté*), 6.1 (*Existence légale*), 6.14 (*Lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme*), 6.18 (*Sûreté*) en particulier des présentes Conditions Générales ne s'appliquent pas.

### **1.5 Bénéficiaire Final ou Maître d'Ouvrage Délégué**

Les dispositions relatives au Bénéficiaire Final ou au Maître d'Ouvrage Délégué ne s'appliquent pas en l'absence de Bénéficiaire Final ou de Maître d'Ouvrage Délégué.

Les Conditions Particulières indiqueront s'il existe un (des) Bénéficiaire(s) Final(aux) ou un (des) Maître(s) d'Ouvrage Délégué(s).

### **1.6 Co-Financement**

Les dispositions relatives à tout Co-Financement et Co-Financier ne s'appliquent pas en l'absence de Co-Financement.

Les Conditions Particulières indiqueront s'il existe un Co-Financement.

## **2. MONTANT, OBJET ET CONDITIONS D'UTILISATION**

### **2.1 Montant**

Le montant de la Subvention est défini dans les Conditions Particulières.

## 2.2 Objet

Le Bénéficiaire devra utiliser l'intégralité des fonds de la Subvention aux fins de financer les Dépenses Eligibles, conformément à la description du Projet et au Plan de Financement spécifiés dans les Conditions Particulières.

En cas de rétrocession prévue par les Conditions Particulières, les fonds seront rétrocédés par le Bénéficiaire au Bénéficiaire Final aux termes de l'Acte de Rétrocession ayant reçu l'avis de non-objection préalable de l'Agence.

## 2.3 Responsabilité

L'Agence ne sera pas responsable à quelque titre que ce soit en raison de la mise à disposition de la Subvention ou d'une utilisation des sommes mises à disposition du Bénéficiaire non conforme aux conditions de la Convention de Financement.

Le Bénéficiaire est seul responsable à l'égard de l'Agence et des tiers des dommages causés du fait de la réalisation du Projet ou de l'exécution de la Convention de Financement.

## 2.4 Financement hors taxes

Le Bénéficiaire devra utiliser l'intégralité des fonds de la Subvention aux fins de financer les Dépenses Eligibles, hors impôts, taxes et droits de toute nature.

## 2.5 Conditions suspensives à la Signature et aux Versements

- (a) Le Bénéficiaire devra remettre à l'Agence:
- au plus tard à la Date de Signature tous les documents énumérés à l'Annexe 3 (*Conditions Suspensives*), Partie I des Conditions Particulières ; et
  - à la date de chaque Demande de Versement, tous les documents énumérés à l'Annexe 3 (*Conditions Suspensives*) des Conditions Particulières selon la modalité de Versement concernée.
- (b) Pour chaque Versement, les conditions stipulées dans la Convention de Financement devront être remplies, notamment :
- (1) la Demande de Versement est conforme aux stipulations de l'Article 3.1 (*Demande de Versement*)
  - (2) aucun des cas visés à l'Article 4.1 (*Cas d'Ajournement, de Rejet des Demandes de Versement*) n'est en cours ou susceptible d'intervenir ;
  - (3) chaque déclaration faite par le Bénéficiaire au titre de l'Article 5 (*Déclarations*) est exacte ; et
  - (4) en cas de co-financement, aucun des Co-Financiers n'a suspendu ses Versements au titre du Projet.

## 3. **MODALITES DE VERSEMENT DES FONDS**

### 3.1 Demande de Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'Article 2.5 (*Conditions suspensives*), les fonds de la Subvention seront versés en un ou plusieurs Versement(s), sur présentation

d'une Demande de Versement dûment établie, conformément au modèle annexé aux Conditions Particulières.

Chaque Demande de Versement devra être adressée à l'Agence à l'adresse figurant à l'article 8 (*Notifications*) des Conditions Particulières, par :

- le Bénéficiaire dûment représenté ; ou
- selon le cas, le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué dûment représenté si le Bénéficiaire lui a donné mandat à cette fin. Dans ce cas, une copie de ces Demandes de Versement sera adressée au Bénéficiaire par le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas. Si les Conditions Particulières le prévoient, ces demandes devront avoir été préalablement contresignées par le Bénéficiaire.

Chaque Demande de Versement ne sera considérée comme dûment établie que si tous les documents et les justificatifs nécessaires sont joints à la Demande de Versement et sont conformes aux stipulations de l'Article 3.2 (*Modalités de Versement*).

### 3.2 Modalités de Versement

Sous réserve du respect des conditions visées à l'Article 2.5 (*Conditions suspensives*), les fonds seront versés selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes, tel que précisé à l'article 3 (*Versement des fonds*) des Conditions Particulières :

#### 3.2.1 Refinancement des Dépenses Eligibles

- (a) Les fonds pourront être versés au Bénéficiaire ou au Bénéficiaire Final ou au Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas, sur justification satisfaisante du paiement des Dépenses Eligibles par le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas.

L'Agence pourra, en outre, demander au Bénéficiaire ou au Bénéficiaire Final ou au Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas tout autre document justificatif prouvant que les Dépenses Eligibles ont bien été réalisées.

- (b) Lieu de Versement

Les fonds de la Subvention seront virés par l'Agence au crédit du compte bancaire désigné à cet effet, sous réserve de l'accord préalable de l'Agence, par le Bénéficiaire, le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas.

#### 3.2.2 Versement direct par l'Agence aux entreprises

- (a) Le Bénéficiaire pourra demander - ou reconnaître et accepte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas puisse demander - à l'Agence d'effectuer des Versements directs en faveur des entités titulaires des marchés de biens, services et travaux conclus pour la réalisation des Dépenses Eligibles. A cet effet, le Bénéficiaire adressera à l'Agence et devra faire en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas - adresse à l'Agence toutes les instructions nécessaires pour permettre à cette dernière d'effectuer les Versements directs demandés et lui transmette les documents requis au titre de l'Annexe 3 (*Conditions Suspensives*) des Conditions Particulières.
- (b) Il est convenu que l'Agence est expressément autorisée par le Bénéficiaire à verser directement, à sa demande ou à la demande du Bénéficiaire Final ou

Maître d’Ouvrage Délégué selon le cas, les fonds conformément au paragraphe (a) ci-dessus et qu’elle n’aura à aucun moment à vérifier s’il existe un empêchement de quelque nature que ce soit aux Versements demandés. L’Agence se réserve toutefois le droit de rejeter ces demandes en cas de motif légitime.

Le Bénéficiaire décharge l’Agence de toute responsabilité en ce qui concerne les Versements ainsi effectués et s’interdit tout recours contre elle. Il prendra à sa charge toutes les conséquences éventuelles des recours éventuels des tiers contre l’Agence dans le cadre des Versements directs.

(c) Lieu de Versement

Les fonds de la Subvention seront virés par l’Agence au crédit du compte bancaire désigné à cet effet, sous réserve de l’accord préalable de l’Agence, par le Bénéficiaire, le Bénéficiaire Final ou le Maître d’Ouvrage Délégué selon le cas.

3.2.3 Avances

(a) Compte(s) du Projet

Le Bénéficiaire s’engage à ouvrir et maintenir - ou à faire en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d’Ouvrage Délégué selon le cas ouvre et maintienne - dans les livres de la Banque Teneuse de Compte, le(s) Compte(s) du Projet, portant le nom du Projet et exclusivement destiné (i) à recevoir les Avances et (ii) à financer les Dépenses Eligibles.

Le (s) Compte (s) du Projet ne pourra (pourront) faire l’objet d’aucune compensation avec tout autre compte du Bénéficiaire ou du Bénéficiaire Final ou du Maître d’Ouvrage Délégué selon le cas.

(b) Versement de la première Avance

Le montant de la première Avance est défini dans les Conditions Particulières.

(c) Versement des Avances suivantes

Le Versement des Avances suivantes sera effectué, à la demande du Bénéficiaire ou du Bénéficiaire Final ou du Maître d’Ouvrage Délégué selon le cas, sous réserve du respect des conditions visées à l’Article 2.5 (*Conditions suspensives*) et à condition que l’Avance précédente ait été utilisée conformément aux stipulations de la Convention de Financement. Leur montant tiendra compte, le cas échéant, des besoins révisés du Projet tel que convenu entre les Parties.

(d) Date Limite d’Utilisation des Fonds

Les fonds versés sous forme d’Avances devront être intégralement utilisés au titre des Dépenses Eligibles au plus tard à la Date Limite d’Utilisation des Fonds.

Toute somme non utilisée à la Date Limite d’Utilisation des Fonds devra être remboursée sans délai à compter de la notification faite par l’Agence.

Par exception au paragraphe précédent, après avis de non-objection de l’Agence, les fonds de la Subvention pourront être utilisés après la Date Limite d’Utilisation des Fonds pour financer les frais relatifs à l’audit final.

(e) Justification de l’utilisation des Avances

Le Bénéficiaire s'engage à remettre - ou à faire en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas remette - à l'Agence au plus tard à la Date Limite d'Utilisation des Fonds :

(i) une attestation signée par un représentant du Bénéficiaire et du Bénéficiaire Final ou du Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas habilité à cet effet, certifiant l'utilisation de cent pour cent (100%) de l'avant-dernière Avance et de la dernière Avance (à l'exclusion des frais relatifs à l'audit final le cas échéant), incluant un état détaillé des sommes versées au titre des Dépenses Eligibles relatives à l'Avance considérée ;

(ii) tout document se rapportant à l'utilisation des fonds des deux dernières Avances :

- les factures ou tous autres documents, jugés satisfaisants par l'Agence, attestant que les Dépenses Eligibles concernées ont bien été réglées ;
- une estimation actualisée du coût de l'audit final du Projet ; et
- le dernier rapport d'audit annuel établi conformément aux stipulations de l'Article 3.2.3(f) (Contrôle-Audit).

(f) Contrôle- Audit

Le(s) Compte(s) du Projet fera(feront) l'objet (i) d'audits annuels pendant toute la durée de son utilisation, (ii) d'un audit final après la Date Limite d'Utilisation des Fonds. Ces audits devront contrôler que les fonds de la Subvention versés sur le(s) Compte(s) du Projet ont été utilisés conformément aux stipulations de la Convention de Financement. Les modalités de ces audits seront définies dans les Conditions Particulières.

Le rapport d'audit final devra être disponible au plus tard dans les trois mois à compter de la remise de l'attestation visée au (e) (*Justification de l'Utilisation des Avances*) ci-dessus.

En outre, le Compte du Projet pourra faire l'objet de contrôles par sondage à tout moment.

### 3.3 Taux de change applicable

Dans le cas où des Dépenses Eligibles sont dans une monnaie autre que l'Euro, et au titre de la justification à l'Agence des Dépenses Eligibles, le Bénéficiaire convertira ou fera en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas convertisse - en Euros le montant de chaque facture, en appliquant le taux de conversion de la page Reuters ou de la banque centrale du pays de la monnaie concernée ou de la chancellerie du Ministère des Finances applicable à la devise concernée au jour du paiement de la facture.

### 3.4 Date Limite de Versement

La dernière Demande de Versement devra parvenir à l'Agence au plus tard quinze (15) jours calendaires avant la Date Limite de Versement.

La fraction de la Subvention qui n'aurait pas été utilisée à cette date sera annulée à compter de la notification faite par l'Agence.

### 3.5 Défaut de justification de l'utilisation des fonds

L'Agence sera en droit de demander au Bénéficiaire le remboursement de toute somme :

- (i) non utilisée à la Date Limite d'Utilisation des Fonds (à l'exclusion des frais relatifs à l'audit final le cas échéant) ;
- (ii) dont l'utilisation n'est pas dûment justifiée ou est insuffisamment justifiée au titre des Dépenses Eligibles, conformément aux termes de la présente Convention de Financement, notamment :
  - à la Date Limite d'Utilisation des Fonds ;
  - après analyse des rapports d'audit transmis par le Bénéficiaire à l'Agence en application de l'Article 3.2(f) (*Contrôle-Audit*).

Le Bénéficiaire sera tenu de rembourser ces sommes sans délai à compter de la notification qui lui aura été faite par l'Agence.

## 4. **CAS D'AJOURNEMENT, DE REJET DES DEMANDES DE VERSEMENT OU DE RESILIATION**

### 4.1 Cas d'ajournement ou de Rejet des Demandes de Versement

L'Agence se réserve le droit d'ajourner ou de rejeter définitivement toute Demande de Versement si l'un des cas suivants survient :

#### (a) Documents de Projet

L'un quelconque des Documents de Projet cesse d'être en vigueur, fait l'objet d'une demande de résiliation, ou sa légalité ou sa validité ou son opposabilité est contestée.

#### (b) Déclaration inexacte

Une déclaration faite par le Bénéficiaire dans la Convention de Financement (ou les Documents de Financement si applicable) ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte du Bénéficiaire au titre de la Convention de Financement (ou des Documents de Financement si applicable) ou concernant celle-ci ou ceux-ci, est ou se révèle avoir été inexacte ou trompeuse au moment où elle a été faite.

#### (c) Engagements et obligations

Le Bénéficiaire ne respecte pas l'une quelconque des stipulations de la Convention de Financement et en particulier au titre de l'Article - (

Engagements) et de l'Article 7 (*Engagements de suivi et d'information*) (ou des Documents de Financement si applicable).

#### (d) Illégalité

Il est, ou devient, illégal ou impossible pour le Bénéficiaire d'exécuter l'une quelconque de ses obligations au titre de la Convention de Financement (ou des Documents de Financement si applicable).

L'exécution par l'Agence de l'une quelconque de ses obligations au titre de la Convention de Financement, le Versement ou le maintien de la Subvention est ou devient impossible ou illégal aux termes de la réglementation qui lui est applicable.

(e) Changement de situation significatif et défavorable

Un événement (y compris un changement de la situation politique du pays du Bénéficiaire ou du lieu de réalisation du Projet) ou une mesure susceptible d'avoir, selon l'avis de l'Agence, un Effet Significatif Défavorable est intervenu ou est susceptible d'intervenir.

(f) Abandon ou suspension du Projet

L'un des événements suivants se réalise :

- suspension ou ajournement de la réalisation du Projet pour une période supérieure à six mois ; ou
- non réalisation complète du Projet à la Date d'Achèvement Technique ; ou
- le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final le cas échéant se retire du Projet ou cesse d'y participer.

(g) Autorisations

Une Autorisation dont le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final a besoin pour exécuter ou respecter l'une de ses obligations au titre de la Convention de Financement (ou des Documents de Financement si applicable) ou des Documents de Projet ou toute autorisation nécessaire pour la réalisation du Projet n'est pas obtenue en temps utile, est annulée, est devenue caduque ou cesse d'être pleinement en vigueur.

(h) Co-Financier(s)

En cas de cofinancement, le (ou les) Co-Financier(s) du Projet suspend(ent) (ses)(leurs) versements au titre du Projet.

(i) Suspension de libre convertibilité et de libre transfert

La libre convertibilité et le libre transfert des fonds au titre de la Subvention ou de tout crédit accordé par l'Agence au Bénéficiaire ou à un emprunteur ressortissant de l'Etat où est réalisé le Projet, sont remis en cause.

(j) Changement de situation du Bénéficiaire et/ou du Bénéficiaire Final

L'un des événements suivants affecte la situation du Bénéficiaire et/ou du Bénéficiaire Final :

- cession totale ou partielle ou apport partiel de ses actifs affectant sa solvabilité ou sa capacité de réaliser le Projet ;
- fusion, scission, dissolution ou liquidation ;
- cessation ou modification substantielle de son activité ; et
- décision d'un organe social, ou procédure judiciaire ou autre démarche entamée, concernant la suspension des paiements, le moratoire d'un endettement ou la liquidation, la dissolution, l'administration judiciaire ou la restructuration du Bénéficiaire et/ou du Bénéficiaire Final ou toute procédure ou mesure similaire.

Les dispositions du paragraphe (j) ci-dessus ne s'appliquent pas si le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final est un Etat ou une collectivité locale.

(k) Défaut du Bénéficiaire au titre d'une convention de prêt ou de financement

Le Bénéficiaire est en défaut au titre d'une convention de prêt ou de financement conclue avec l'Agence.

(l) Défaut du Bénéficiaire Final

Le Bénéficiaire Final (i) ne respecte pas l'un quelconque de ses engagements au titre de l'Acte de Rétrocession, (ii) ne respecte pas l'un quelconque de ses engagements au titre de tout Document de Projet ou au titre de tout autre acte conclu dans le cadre de la réalisation du Projet, (iii) ne paye pas les factures dont il est redevable au titre du Projet, ou (iv) ou l'une des déclarations formulées au titre de l'Acte de Rétrocession cesse d'être exacte.

(m) Intervention d'une Autorité

Une Autorité :

- prend une décision de fermeture, saisit ou exproprie, en tout ou partie, les installations du Projet ou un ou plusieurs actifs du Bénéficiaire ou du Bénéficiaire Final nécessaires à son activité ; ou
- prend possession ou le contrôle de tout ou partie des installations du Projet ou des actifs du Bénéficiaire ou du Bénéficiaire Final nécessaires à son activité ; ou
- entreprend toute mesure en vue de la dissolution, la liquidation, l'administration judiciaire ou la restructuration du Bénéficiaire ou du Bénéficiaire Final ; ou
- entreprend toute mesure qui empêcherait le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final d'exercer tout ou partie de ses activités ou opérations.

#### 4.2 Cas de résiliation

- (i) L'Agence se réserve le droit de résilier la Convention de Financement sans formalité particulière si le premier Versement n'a pas eu lieu au plus tard dans le délai de dix-huit (18) mois commençant à courir à la date de la résolution d'octroi de la Subvention visée en préambule des Conditions Particulières.
- (ii) En outre, l'Agence se réserve la faculté de résilier la Convention de Financement si l'un des événements visés au présent Article 4.1 (*Cas d'Ajournement, de Rejet des Demandes de Versement*) se réalise.
- (iii) Le Bénéficiaire sera informé de tout cas de résiliation par lettre recommandée de l'Agence et reversera immédiatement tout ou partie des fonds de la Subvention déjà versés.

## 5. **DECLARATIONS**

A la Date de Signature, le Bénéficiaire fait (i) les déclarations stipulées au présent Article 5 (*Déclarations*) et (ii) le cas échéant, les déclarations complémentaires contenues dans les Conditions Particulières. Le Bénéficiaire est réputé réitérer ces déclarations à la date de chaque Demande de Versement.

## 5.1 Statut

Le Bénéficiaire (sauf lorsqu'il s'agit d'un Etat ou d'une collectivité locale) est une entité valablement constituée au regard du droit du pays de son siège.

Il a la capacité requise pour être valablement propriétaire de ses actifs et pour exercer son activité telle qu'il l'exerce actuellement. Ses statuts sont en conformité avec les dispositions légales applicables.

## 5.2 Pouvoir et capacité

Le Bénéficiaire a la capacité de signer et d'exécuter la Convention de Financement (ou les Documents de Financement si applicable) et les Documents de Projet auquel il est partie, et d'exécuter les obligations qui en découlent, d'exercer les activités du Projet financées par la Subvention et il a effectué toutes les formalités nécessaires à cet effet.

## 5.3 Force obligatoire

Les obligations qui incombent au Bénéficiaire au titre de la Convention de Financement (ou des Documents de Financement si applicable) sont conformes aux lois et règlements qui lui sont applicables, valables, obligatoires, exécutoires conformément à chacun de leurs termes, lui sont opposables et peuvent être mises en œuvre en justice.

## 5.4 Absence de contradiction avec d'autres obligations du Bénéficiaire

La signature de la Convention de Financement (ou des Documents de Financement si applicable) et l'exécution des obligations qui en découlent ne sont contraires à aucune loi ou réglementation nationale ou internationale qui lui est applicable, à aucun de ses documents constitutifs (ou document équivalent) - lorsque le Bénéficiaire est autre qu'un Etat ou une collectivité locale - ou à aucune convention ou acte obligeant le Bénéficiaire ou engageant l'un quelconque de ses actifs.

## 5.5 Autorisations

Toutes les Autorisations nécessaires pour que :

- (a) le Bénéficiaire puisse signer la Convention de Financement (ou les Documents de Financement si applicable) et les Documents de Projet, exercer les droits et exécuter les obligations qui en découlent ;
- (b) la Convention de Financement (ou les Documents de Financement si applicable) et les Documents de Projet soient recevables en tant que preuve devant les juridictions du Bénéficiaire; et
- (c) le Bénéficiaire et/ou le Bénéficiaire Final selon le cas puisse réaliser le Projet,

ont été obtenues et sont en vigueur et il n'existe pas de circonstances en raison desquelles ces Autorisations pourraient être rétractées, non renouvelées ou modifiées en tout ou en partie.

## 5.6 Passation des marchés

Le Bénéficiaire déclare avoir (i) reçu une copie des Directives pour la Passation des Marchés et (ii) pris connaissance de leurs termes, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l'Agence en cas de manquement par le Bénéficiaire à ses

obligations au titre des directives susvisées et (iii) avoir transmis une copie des Directives pour la Passation des Marchés au Bénéficiaire Final ou au Maître d’Ouvrage Délégué, selon le cas, qui lui a déclaré avoir pris connaissance de leurs termes, notamment pour ce qui concerne les actions pouvant être prises par l’Agence en cas de manquements au titre de ces Directives pour la Passation des Marchés.

Les Directives pour la Passation des Marchés ont pour le Bénéficiaire la même valeur d’engagement contractuel à l’égard de l’Agence que la présente Convention de Financement.

Pour les marchés conclus et/ou dont la passation a débuté antérieurement à la Date de Signature et que l’Agence refinance, le Bénéficiaire confirme que la passation, l’attribution et l’exécution de ces marchés relatifs à la réalisation du Projet respectent les termes des Directives pour la Passation des Marchés.

#### 5.7 Origine licite des fonds, Acte de Corruption, Fraude, Pratiques Anticoncurrentielles

Le Bénéficiaire déclare :

- (i) lorsqu’il est un Etat ou une collectivité locale, que les fonds investis dans le Projet proviennent en totalité du budget de l’Etat ;
- (ii) lorsqu’il est une entité autre qu’un Etat ou une collectivité locale, que (i) ses fonds propres et (ii) les fonds investis dans le Projet ne sont pas d’Origine Illicite ; et
- (iii) que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l’exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) n’a donné lieu à aucun Acte de Corruption, de Fraude ou aucune Pratique Anticoncurrentielle.

#### 5.8 Sûreté

Lorsque le Bénéficiaire est une ONG française ou étrangère, ou une entité publique française autre qu’une collectivité territoriale ou une fondation française ou étrangère, il déclare :

- disposer de procédures suffisantes en matière de sûreté et de gestion des risques applicables aux activités mises en œuvre dans le cadre du Projet.
- avoir pris connaissance des conseils de sûreté délivrés par les services de(s) l’Ambassades de France ou des autorités consulaires ou locales compétentes selon sa nationalité dans le(s) pays d’exécution du Projet. Le Bénéficiaire déclare avoir communiqué ces conseils à son personnel et à toutes personnes physiques ou morales intervenant pour son compte dans le cadre de la réalisation du Projet.

### **6. ENGAGEMENTS**

Les engagements stipulés (i) au présent Article - (

Engagements) et (ii) le cas échéant, les engagements complémentaires contenus dans les Conditions Particulières, entrent en vigueur à compter de la Date de Signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention de Financement.

## 6.1 Existence légale

Le Bénéficiaire s'engage à maintenir son existence légale. Il s'interdit de modifier son objet et son activité sans l'accord préalable de l'Agence. Par ailleurs, il s'interdit de modifier sa forme juridique et son siège social sans en informer l'Agence préalablement et dans un délai raisonnable.

Le paragraphe ci-dessus ne s'applique pas lorsque le Bénéficiaire est un Etat ou une collectivité locale.

## 6.2 Autorisations

Le Bénéficiaire s'engage à obtenir, dans les meilleurs délais, à respecter et à faire tout ce qui est nécessaire afin de maintenir en vigueur - et s'engage à faire en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas respecte et fasse tout le nécessaire pour maintenir en vigueur - toute Autorisation requise par une loi ou une réglementation applicable pour lui permettre d'exécuter ses obligations au titre de la Convention de Financement (ou des Documents de Financement si applicable) ou pour assurer leur légalité, leur validité, leur opposabilité ou leur recevabilité en tant que preuve.

## 6.3 Documents de Projet

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à respecter - et à faire en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas respecte - l'ensemble de ses obligations au titre des Documents de Projet auxquels il est partie.
- (b) Le Bénéficiaire s'engage à demander - ou faire en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas demande - l'accord de l'Agence préalablement à toute modification substantielle des Documents de Projet.

## 6.4 Respect des lois et de la réglementation

Le Bénéficiaire s'engage à respecter - et à faire en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas respecte - toutes les lois et réglementations applicables dans le pays concerné, notamment en matière de publication d'informations favorisant la transparence fiscale, ainsi qu'en matière de protection de l'environnement et de la sécurité et de droit du travail, et notamment les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales en matière d'environnement, qui ne sont pas contraires aux lois et règlements applicables dans le pays concerné.

## 6.5 Passation des marchés

Dans le cadre de la passation, de l'attribution et de l'exécution des marchés relatifs à la réalisation du Projet, le Bénéficiaire s'engage à respecter et mettre en œuvre les stipulations des Directives pour la Passation des Marchés ; et se porte garant du respect et de la mise en œuvre des Directives pour la Passation des Marchés par le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas.

Le Bénéficiaire s'engage en outre à accomplir tous les actes et démarches qui s'avèreraient nécessaires pour la bonne application des stipulations des Directives pour la Passation des Marchés.

#### 6.6 Financements supplémentaires

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre à l'accord préalable de l'Agence toute modification du Plan de Financement et, en cas de surcoût par rapport au Plan de Financement, à mettre en place les financements nécessaires pour couvrir tout dépassement, à des conditions jugées satisfaisantes par l'Agence.

#### 6.7 Délégation d'assurances

Le Bénéficiaire s'engage - ou à faire en sorte que le Bénéficiaire Final s'engage-, si l'Agence en fait la demande :

- (i) à inscrire l'Agence dans les Polices d'Assurances comme bénéficiaire exclusif des indemnités d'assurance ;
- (ii) à déléguer à l'Agence le bénéfice des Garanties des Constructeurs.

#### 6.8 Liste des Sanctions Financières et Embargos

Le Bénéficiaire s'engage :

- (i) lorsqu'il est un Etat ou une collectivité locale, à ce que les personnes, groupes ou entités participant à la réalisation du Projet ne figurent pas sur l'une quelconque des Listes de Sanctions Financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme) ;
- (ii) lorsqu'il est une entité autre qu'un Etat ou une collectivité locale, à n'entrer en relations d'affaires ou ne poursuivre une relation d'affaires avec aucune des personnes, des groupes ou des entités figurant sur l'une quelconque des Listes de Sanctions Financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme) ; et
- (iii) à ne pas acheter, fournir, financer des matériels des services ou secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

#### 6.9 Origine licite des fonds et absence d'Acte de Corruption, de Fraude, de Pratiques Anticoncurrentielles

Le Bénéficiaire s'engage :

- (i) lorsqu'il est un Etat ou une collectivité locale, à s'assurer que les fonds, autres que ceux d'origine publique, investis dans le Projet ne soient pas d'Origine Illicite ;
- (ii) lorsqu'il est une entité autre qu'un Etat ou une collectivité locale, à s'assurer que ses fonds propres et les fonds investis dans le Projet ne soient pas d'Origine Illicite ;
- (iii) à ce que le Projet (notamment lors de la négociation, de la passation et de l'exécution de contrats financés au moyen de la Subvention) ne donne lieu à aucun Acte de Corruption, de Fraude ou à des Pratiques Anticoncurrentielles ;
- (iv) dès qu'il a connaissance d'un Acte de Corruption, de Fraude ou de Pratiques Anticoncurrentielles ou qu'il suspecte de tels actes ou de telles pratiques, à informer sans délai l'Agence ;

- (v) dans le cas ci-dessus ou à la demande de l'Agence, si cette dernière suspecte de tels actes, à prendre les mesures nécessaires pour qu'il y soit remédié à la satisfaction de l'Agence dans le délai imparti par celle-ci ; et
- (vi) à avertir sans délai l'Agence s'il a connaissance d'informations faisant peser des soupçons sur l'Origine Illicite des fonds investis dans le Projet.

## 6.10 Responsabilité environnementale et sociale

### 6.10.1 Mise en œuvre des mesures environnementales et sociales

Afin de promouvoir un développement durable, les Parties conviennent qu'il est nécessaire d'encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage dans le cadre du Projet :

- (a) à introduire dans les dossiers d'appel d'offres et les marchés, une clause aux termes de laquelle les entreprises s'engageront, et exigeront de leurs éventuels sous-traitants qu'ils s'engagent, à observer ces normes internationales en cohérence avec les lois et règlements applicables dans le pays où est réalisé le Projet. L'Agence se réserve la faculté de demander au Bénéficiaire un rapport sur les conditions environnementales et sociales dans lesquelles se déroulera le Projet ;
- (b) à mettre en œuvre les mesures d'atténuation spécifiques au Projet telles qu'elles ont été définies dans le cadre de la démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux du Projet et décrites dans le Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES) tel qu'annexé aux Conditions Particulières ;
- (c) à exiger des entreprises sélectionnées pour réaliser le Projet qu'elles appliquent ces mesures d'atténuation, qu'elles fassent respecter par leurs éventuels sous-traitants l'ensemble de ces mesures et, qu'en cas de manquement, elles prennent toutes les mesures appropriées ; et
- (d) à fournir à l'Agence des rapports de suivi annuel de la mise en œuvre du PEES.

Les dispositions ci-dessus relatives au PEES ne s'appliquent pas en l'absence de PEES dans le cadre du Projet, tel que précisé par les Conditions Particulières.

### 6.10.2 Gestion des réclamations environnementales et sociales

- (a) Le Bénéficiaire (i) déclare avoir reçu une copie du Règlement de Gestion des Réclamations ES et avoir pris connaissance de ses termes, notamment en ce qui concerne les actions pouvant être mises en place par l'Agence en cas de réclamation d'un tiers, et (ii) reconnaît que le Règlement de Gestion des Réclamations ES a pour le Bénéficiaire la même valeur d'engagement contractuel à l'égard de l'Agence que la présente Convention de Financement.
- (b) Le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence à communiquer, aux Experts (tel que défini dans le Règlement de Gestion des Réclamations ES) et aux parties prenantes à l'audit de conformité et/ou à la procédure de résolution des différends, les documents du Projet relatifs aux questions environnementales et sociales nécessaires au traitement de la Réclamation environnementale et sociale (telle que définie dans le

Règlement de Gestion des Réclamations ES), tels que notamment ceux énumérés en annexe des Conditions Particulières.

### 6.10.3 Partage des données de biodiversité

Afin de promouvoir le partage des données de biodiversité et conformément aux objectifs internationaux en matière de connaissance et de partage des données de biodiversité, le Bénéficiaire s'engage à transmettre - ou à faire en sorte que ses cocontractants transmettent - les données de biodiversité (brutes ou valorisées) générées dans le cadre du Projet à la base de données mondiale Global Biodiversity Information Facility (GBIF) en vue de leur publication.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage notamment à prendre toutes les mesures utiles à l'égard de ses cocontractants afin qu'ils autorisent le partage, sur la base de données mondiale GBIF, des données de biodiversité valorisées sur lesquelles ils sont susceptibles de détenir des droits de propriété intellectuelle et ce quel qu'en soit leur support.

Le partage des données sur la base de données GBIF doit obéir aux conditions et modalités prévues à l'Annexe D (*Modalités de partage des données de biodiversité*) des Conditions Générales.

L'Agence sera mentionnée comme « financeur du projet » dans la partie métadonnée.

### 6.11 Compte (s) du Projet

Dans le cas où les Versements sont effectués sous forme d'Avances conformément à l'Article 3.2.3 (*Avances*), le Bénéficiaire s'engage à ouvrir, à maintenir et à mouvementer - ou à faire en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître de l'Ouvrage Délégué selon le cas ouvre, maintienne et mouvemente – le(s) Compte(s) du Projet conformément aux stipulations de la Convention de Financement.

### 6.12 Rétrocession – Suivi du Bénéficiaire Final

Le Bénéficiaire s'engage :

- (a) en cas de rétrocession prévue par les Conditions Particulières, à conclure un Acte de Rétrocession avec le Bénéficiaire Final ;
- (b) à faire en sorte que l'Acte de Rétrocession comporte tous les engagements que le Bénéficiaire a souscrits pour le compte du Bénéficiaire Final aux termes de la Convention de Financement et, notamment ceux prévus dans les Conditions Particulières et aux Articles - (
- (c) Engagements) et 7 (*Engagements de suivi et d'information*) des Conditions Générales ;
- (d) si applicable, à transmettre le mandat donné au Bénéficiaire Final d'agir au nom et pour le compte du Bénéficiaire, notamment pour les demandes de Versement ;
- (e) à recueillir de façon systématique et à tenir à la disposition de l'Agence, les éléments d'identification des personnes physiques (identité, nationalité, domicile) et/ou des personnes morales (dénomination sociale, siège social, identité des associés) bénéficiaires des fonds rétrocédés ;

- (f) à communiquer à l'Agence toutes informations relatives à la rétrocession qui devra être enregistrée dans les livres comptables du Bénéficiaire Final ; et
- (g) à s'assurer que le Bénéficiaire Final respecte ses obligations au titre de l'Acte de Rétrocession et n'utilise les fonds rétrocédés qu'au financement du Projet dans les conditions prévues à la Convention de Financement.

#### 6.13 Statut d'Expertise France

Dans l'hypothèse où Expertise France interviendrait dans l'exécution du Projet, le Bénéficiaire s'engage à assimiler les experts techniques d'Expertise France affectés pour des missions d'une durée supérieure à six mois aux agents de la coopération française, notamment pour les questions fiscales et douanières. A cet effet, le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, le cas échéant, la procédure prévue aux accords de coopération signés avec la France et/ou les procédures requises localement afin de faire valablement bénéficier les experts d'Expertise France de ces droits préalablement au démarrage de leurs Prestations.

#### 6.14 Lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

Lorsque le Bénéficiaire est une banque ou une institution financière, il s'engage pendant toute la durée de la Convention de Financement à :

- appliquer à sa clientèle des procédures de mise en œuvre de l'obligation de vigilance conformes aux normes du Groupe d'Action Financière (GAFI) ; et
- autoriser l'Agence à vérifier ou faire vérifier la manière dont le Bénéficiaire s'acquitte de son obligation de vigilance en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

#### 6.15 Préservation du Projet et assurances

Le Bénéficiaire s'engage - et fera en sorte que le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué selon le cas s'engage :

- (a) à mettre en œuvre le Projet en conformité avec les principes généralement admis en termes de prudence ainsi qu'en accord avec les normes et standards techniques en vigueur ;
- (b) à maintenir les actifs du Projet en conformité avec la législation et la réglementation applicable et en bon état de fonctionnement et à les utiliser conformément à leur destination et aux lois et règlements applicables ; et
- (c) à assurer les biens financés dans le cadre du Projet contre les risques principaux susceptibles de survenir.

#### 6.16 Suivi et contrôle

Le Bénéficiaire autorise l'Agence à effectuer ou à faire effectuer des missions de suivi et contrôle ayant pour objet aussi bien l'évaluation des conditions de réalisation et d'exploitation, y compris financière, du Projet que l'appréciation des impacts et de l'atteinte des objectifs du Projet.

A cet effet, le Bénéficiaire s'engage à accueillir ces missions dont la périodicité et les conditions de déroulement, sur pièces et sur place, seront déterminées par l'Agence, après consultation du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage à conserver, et à maintenir - et devra faire en sorte que le Bénéficiaire Final et/ou le Maître d'Ouvrage Délégué conserve et maintienne - à la disposition de l'Agence ou de tout cabinet d'audit désigné par l'Agence, pendant une durée de dix (10) ans à compter de la Date Limite de Versement, l'intégralité de la documentation relative au Projet (en ce compris les documents relatifs au(x) Compte(s) du Projet et à la justification de l'utilisation de tout Versement quelle qu'en soit la modalité).

#### 6.17 Evaluation de projet

Le Bénéficiaire autorise l'Agence à réaliser ou à faire réaliser une évaluation du Projet. Cette évaluation donnera lieu à l'élaboration d'un rapport contenant des informations relatives au Projet, telles que : montant, durée du concours, objectifs du Projet, réalisations attendues et effectives chiffrées du Projet, appréciation de la pertinence, de l'efficacité, de l'impact et de la viabilité/durabilité du Projet, principales conclusions et recommandations.

L'évaluation aura pour principal objectif de formuler un jugement crédible et indépendant sur les questions clés que soulèvent le bien-fondé (pertinence), la mise en œuvre (efficience) et les effets du Projet (efficacité, impact et durabilité).

Les évaluateurs devront prendre en compte de façon équilibrée les différents points de vue légitimes qui peuvent être exprimés, et conduire l'évaluation de façon impartiale.

Le Bénéficiaire sera associé le plus étroitement possible à l'évaluation du Projet (de la rédaction des termes de référence jusqu'à la remise du rapport final).

Le Bénéficiaire accepte que le résumé du rapport d'évaluation fasse l'objet d'une diffusion publique, notamment via le site internet de l'Agence.

#### 6.18 Sûreté

Les dispositions du présent Article s'appliquent uniquement lorsque le Bénéficiaire est ONG française ou étrangère, ou une entité publique française autre qu'une collectivité territoriale ou une fondation française ou étrangère.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter toutes les règles, lois et réglementations applicables en matière de sûreté et à prendre toutes les mesures qui lui incombent pour assurer la sûreté de son personnel, dont il est le seul responsable.

L'AFD n'est pas responsable de la sûreté des personnes physiques ou du personnel des personnes morales auxquelles le Bénéficiaire confierait ou déléguerait, de quelque manière que ce soit, tout ou partie de la réalisation du Projet.

L'AFD n'émettra pas d'avis de non objection quant aux obligations que le Bénéficiaire entend faire respecter en matière de sûreté aux personnes auxquelles il confierait ou déléguerait tout ou partie de la réalisation du Projet.

Pendant toute la durée de la réalisation du Projet, et avant tout déplacement de son personnel, le Bénéficiaire s'engage à s'informer auprès de(s) l'Ambassade(s) de France du (des) pays concerné(s) ou des autorités consulaires ou locales compétentes selon sa nationalité sur les risques liés à la sûreté encourus et à faire bon usage des conseils délivrés par ses/leurs services. Il s'engage à faire en sorte que les personnes physiques ou morales

intervenant pour son compte, dans le cadre de la réalisation du Projet, respectent ces obligations.

Le Bénéficiaire est seul responsable de la décision d'annuler ou de maintenir les déplacements envisagés.

#### 6.19 Visibilité et communication

Le Bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre des actions de visibilité et de communication liées à la réalisation du Projet conformément aux termes du Guide de Visibilité et de Communication et reconnaît en avoir pris pleinement connaissance.

### 7. **ENGAGEMENTS DE SUIVI ET D'INFORMATION**

Les engagements stipulés (i) au présent Article 7 (*Engagements de suivi et d'information*) et (ii) le cas échéant, les engagements d'information complémentaires contenus dans les Conditions particulières, entrent en vigueur à compter de la Date de Signature et resteront en vigueur pendant toute la durée de la Convention de Financement.

#### 7.1 Rapports d'exécution

Le Bénéficiaire fournira à l'Agence :

- (a) jusqu'à la Date d'Achèvement Technique, dans un délai de quinze (15) jours calendaires (i) à compter de la fin de chaque semestre, un rapport d'exécution technique et financière relatif à la réalisation du Projet, dont le modèle sera transmis par l'Agence au Bénéficiaire, ainsi que (ii) à compter de la fin de chaque année, un rapport annuel sur le suivi des indicateurs du Projet dans la forme prévue en annexe des Conditions Particulières ;
- (b) dans les trois (3) mois suivant la Date d'Achèvement Technique, le Rapport Général d'Exécution incluant un rapport sur le suivi des indicateurs du Projet dans la forme prévue par les Conditions Particulières.

#### 7.2 Co-Financement

En cas de cofinancement, le Bénéficiaire informera l'Agence sans délai de toute annulation et de tout remboursement anticipé, total(e) ou partiel(le), de l'un quelconque des Co-Financements.

#### 7.3 Informations complémentaires

Le Bénéficiaire communiquera à l'Agence :

- (a) sans délai après en avoir eu connaissance, tout événement constitutif ou susceptible de constituer un cas d'ajournement ou de rejet d'une Demande de Versement visée à l'Article 3.1 (*Demande de Versement*) ou d'avoir un Effet Significatif Défavorable, la nature de cet événement et les démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier ;
- (b) dans les meilleurs délais et au plus tard deux jours ouvrés suivant sa survenance, tout incident ou accident en relation directe avec la réalisation du Projet qui pourrait avoir un impact significatif sur l'environnement, la sécurité ou sur les conditions de travail de ses employés ou de ses contractants, la nature de cet incident ou accident, et les

démarches entreprises ou à entreprendre, le cas échéant, par le Bénéficiaire pour y remédier ;

- (c) dans les meilleurs délais, toute décision ou événement de nature à affecter sensiblement l'organisation, la réalisation ou le fonctionnement du Projet ;
- (d) pendant toute la période de réalisation du Projet, les rapports provisoires et les rapports définitifs établis par tout Opérateur ou tout prestataire de service ;
- (e) dans les meilleurs délais, toute autre information ou toutes pièces justificatives sur l'utilisation des fonds et les conditions d'exécution des Documents de Projet et des contrats conclus pour leur mise en œuvre, que l'Agence pourra raisonnablement lui demander ;
- (f) lorsque le Bénéficiaire est une société ou une banque ou une institution financière, toute transaction qui aboutirait à un changement de propriété au profit d'une seule personne ou entité de cinq pour cent (5%) ou plus de son capital ou à un changement de Contrôle, direct ou indirect ; et
- (g) dans les meilleurs délais, sur demande de l'Agence, pendant toute la durée de la relation d'affaires, tout document ou information sur le Bénéficiaire, pour permettre à l'Agence de remplir ses obligations légales en matière de connaissance du client au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment dans le cadre de l'actualisation des éléments de connaissance du client (le Bénéficiaire).

#### 7.4 Informations statutaires et financières

- (a) Le Bénéficiaire s'engage à communiquer à l'Agence ses documents financiers ou budgétaires annuels dès leur approbation ainsi que toute information que l'Agence pourra raisonnablement demander sur sa situation financière.
- (b) Le Bénéficiaire (sauf lorsqu'il est un Etat), s'engage à :
  - (i) informer l'Agence de toute modification statutaire ou légale, et
  - (ii) adresser à l'Agence, à sa demande, les procès-verbaux des délibérations et les rapports des organes sociaux ainsi que, le cas échéant, les rapports des commissaires aux comptes et les rapports d'audit comptable ou tout rapport sur l'exécution et le contrôle de ses exercices budgétaires et financiers.

#### 7.5 Informations relatives au Bénéficiaire Final

Le Bénéficiaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que le Bénéficiaire Final, pendant la période de réalisation et d'exploitation du Projet :

- (i) communique à l'Agence ses documents financiers ou budgétaires annuels dès leur approbation ainsi que tout renseignement que l'Agence pourra raisonnablement demander sur sa situation financière, sauf lorsque le Bénéficiaire Final est un Etat, adresse à l'Agence, à sa demande, les procès-verbaux des délibérations et les rapports des organes sociaux ainsi que, le cas échéant, les rapports des commissaires aux comptes et les rapports d'audit comptable ou tout rapport sur l'exécution et le contrôle de ses exercices budgétaires et financiers, et

- (ii) lorsque le Bénéficiaire Final est une société, une banque ou une institution financière, informe l'Agence de toute transaction qui aboutirait à un changement de propriété au profit d'une seule personne ou entité de cinq pour cent (5%) ou plus de son capital ou à un changement de Contrôle, direct ou indirect.

## **8. FRAIS ACCESSOIRES - ENREGISTREMENT**

Le Bénéficiaire devra prendre à sa charge :

- (i) tout éventuel droit d'enregistrement auquel la Convention de Financement serait assujettie ;  
et
- (ii) tous éventuels frais et commissions afférents au transfert des fonds entre la place de Paris et toute autre place déterminée en accord avec l'Agence.

## **9. AUTRES DISPOSITIONS**

### **9.1 Langue**

La langue de la Convention de Financement est le français. Si une traduction est effectuée, seule la version française fera foi.

Toute communication ou document fourni au titre de la Convention de Financement devra être rédigé en français. A défaut, l'Agence pourra demander une traduction certifiée en français, qui prévaudra.

### **9.2 Nullité partielle**

Si une stipulation de la Convention de Financement est ou devient nulle, les autres stipulations de la Convention de Financement demeurent valables.

### **9.3 Non renonciation**

L'Agence ne sera pas considérée comme ayant renoncé à un droit au titre de la Convention de Financement du seul fait qu'elle s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit n'est pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par la loi.

Les droits et recours stipulés dans la Convention de Financement sont cumulatifs et non exclusifs des droits et recours prévus par la loi.

### **9.4 Cessions**

Le Bénéficiaire ne pourra céder ou transférer de quelque manière que ce soit tout ou partie de ses droits et/ou obligations au titre de la Convention de Financement sans accord préalable écrit de l'Agence.

### **9.5 Valeur juridique**

Les Annexes aux Conditions Particulières (y compris les présentes Conditions Générales), les Directives pour la Passation des Marchés et le Règlement de Gestion des Réclamations ES font partie intégrante de des Conditions Particulières et ont la même valeur juridique que ces dernières.

## 9.6 Accord unique

A compter de la Date de Signature, les Conditions Particulières et ses Annexes (en ce compris les Conditions Générales) représentent la totalité de l'accord des Parties relativement à l'objet de la Convention de Financement et, en conséquence, remplacent tous documents antérieurs qui auraient pu être échangés ou communiqués dans le cadre de la négociation de la Convention de Financement.

## 9.7 Modification de la Convention de Financement

Aucune stipulation de la Convention de Financement ne pourra faire l'objet d'une modification sans l'accord écrit des Parties.

## 9.8 Confidentialité - Communication d'informations

- (a) Le Bénéficiaire s'interdit de divulguer le contenu de la Convention de Financement (ou des Documents de Financement si applicable), sans l'accord préalable de l'Agence, à tout tiers autre que :
  - (i) toute personne à l'égard de laquelle le Bénéficiaire aurait une obligation de divulgation du fait de la loi, d'une réglementation applicable ou d'une décision de justice ;
  - (ii) le Bénéficiaire Final ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour les besoins du Projet ; et/ou
  - (iii) le(s) Cofinancier(s) le cas échéant.
- (b) Nonobstant tout accord de confidentialité existant, l'Agence peut transmettre toute information ou documents en relation avec le Projet : (i) à des auditeurs, experts, commissaires aux comptes, agences de notation, conseillers ou organes de contrôle ; et (ii) à toute personne ou entité dans l'objectif de prendre des mesures conservatoires ou de protéger les droits de l'Agence acquis au titre de la Convention de Financement.
- (c) En outre, le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence à communiquer sur sa plateforme d'*open data* et à publier sur son site Internet les informations relatives au Projet et à son financement, énumérées en annexe des Conditions Particulières.

## 9.9 Délai de prescription

Le délai de prescription applicable à la Convention de Financement sera de dix (10) ans.

## 9.10 Imprévision

Chacune des Parties reconnaît que l'article 1195 du Code civil français ne s'applique pas à la Convention, et qu'elle ne sera pas en droit d'invoquer l'article 1195 du Code civil français.

## 10. NOTIFICATIONS

- 10.1 Toute notification ou communication au titre de la Convention de Financement sera faite par écrit et envoyée aux adresses indiquées dans les Conditions Particulières.

- 10.2 Toute communication faite par une Partie à une autre au titre de la Convention de Financement ou concernant celle-ci pourra l'être par voie électronique sauf avis contraire de l'une des Parties.
- 10.3 Une communication électronique entre les Parties ne produira ses effets qu'à compter de sa réception sous forme lisible.

## **11. ENTREE EN VIGUEUR - DUREE**

- 11.1 La Convention de Financement entre en vigueur à sa Date de Signature et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une durée de deux ans à compter de la Date d'Achèvement Technique.
- 11.2 Par dérogation à l'alinéa précédent, les stipulations des Articles 6.16 (Suivi et contrôle) et 9.8 (Confidentialité - Communication d'informations) des Conditions Générales continueront à produire leurs effets pendant une période de dix (10) ans suivant la date mentionnée à l'alinéa précédent.
- 11.3 En tout état de cause, les stipulations de l'Article 6.10.2 (Gestion des réclamations environnementales et sociales) des présentes continueront à produire leurs effets tant qu'une réclamation déposée dans le cadre du Règlement des Réclamations ES restera en cours de traitement ou de suivi.

## **12. DROIT APPLICABLE, ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET ELECTION DE DOMICILE**

### 12.1 Droit applicable

La Convention de Financement est soumise et interprétée conformément au droit français.

### 12.2 Attribution de juridiction

Tout différend découlant de la Convention de Financement ou en relation avec celle-ci sera porté devant les tribunaux compétents de Paris.

### 12.3 Immunités

La signature par le Bénéficiaire de la Convention de Financement vaut, de l'accord exprès des Parties, renonciation à toute immunité de juridiction et d'exécution dont il pourrait se prévaloir.

### 12.4 Élection de domicile

Sans préjudice des dispositions légales applicables, le Bénéficiaire élit irrévocablement domicile à l'adresse indiquée dans les Conditions Particulières et l'Agence, à l'adresse « AFD SIEGE » également indiquée dans les Conditions Particulières, pour les besoins de la signification des documents judiciaires et extrajudiciaires à laquelle pourrait donner lieu toute action ou procédure mentionnée ci-dessus.

## Annexe A1 - Définitions

<b>Acte de Rétrocession</b>	désigne l'acte précisant les conditions dans lesquelles le Bénéficiaire rétrocède tout ou partie des fonds de la Subvention au Bénéficiaire Final.
<b>Actes de Corruption</b>	désigne les actes suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>(i) le fait de promettre, d'offrir ou d'accorder à un Agent Public, ou à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses fonctions officielles ou de ses fonctions légales, contractuelles ou professionnelles ayant pour effet d'influer sur ses propres actions ou celles d'une autre personne ou entité ; et</li><li>(ii) le fait pour un Agent Public ou pour toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, de solliciter ou d'accepter de solliciter ou d'accepter, directement ou indirectement, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin d'accomplir ou de s'abstenir d'accomplir un acte en violation de ses fonctions officielles ou de ses fonctions légales, contractuelles ou professionnelles ayant pour effet d'influer sur ses propres actions ou celles d'une autre personne ou entité.</li></ul>
<b>Agence</b>	désigne l'Agence Française de Développement.
<b>Agent Public</b>	désigne toute personne qui détient un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, toute autre personne définie comme agent public dans le droit interne du Bénéficiaire, tout autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public.
<b>Annexe(s)</b>	désigne la ou les annexe(s) aux présentes Conditions Générales, numérotées A1, A2 et B, C et D ainsi que les annexes aux Conditions Particulières, telles que listées dans les Conditions Particulières.
<b>Autorisation(s)</b>	désigne(nt) tous les accords, inscriptions, dépôts, conventions, certifications, attestations, autorisations, approbations, permis et/ou mandats, ou dispenses de ces derniers, obtenus ou effectués auprès d'une Autorité, qu'ils soient accordés par un acte explicite ou réputés accordés en l'absence de réponse après un délai déterminé.

<b>Autorité(s)</b>	désigne(nt) tout gouvernement ou tout corps, département, commission exerçant une prérogative publique, administration, tribunal, agence ou entité de nature étatique, gouvernementale, administrative, fiscale ou judiciaire.
<b>Avance(s)</b>	désigne la modalité de versement par avances, telle que définie à l'Article 3.2.3 ( <i>Avances</i> ).
<b>Banque Teneuse de Compte</b>	désigne une banque acceptable pour l'Agence, en tant que teneuse du (des) Compte(s) du Projet tel que défini à l'Article 3.2.3 (a).
<b>Bénéficiaire</b>	désigne le bénéficiaire, tel qu'identifié dans les Conditions Particulières.
<b>Bénéficiaire Final</b>	désigne le bénéficiaire de la rétrocession, tel qu'identifié dans les Conditions Particulières.
<b>Co-Financement(s)</b>	désigne le cas échéant le(s) cofinancement(s) désigné(s) dans les Conditions Particulières.
<b>Co-Financier(s)</b>	désigne le cas échéant le(s) cofinancier(s) identifié(s) dans les Conditions Particulières.
<b>Compte(s) du Projet</b>	désigne le(s) compte(s) du Projet, tel que défini à l'Article 3.2.3 ( <i>Avances</i> ).
<b>Conditions Générales</b>	désigne les conditions générales applicables à la Convention de Financement, tel que défini à l'Article 1.1 ( <i>Conditions Générales et Conditions Particulières</i> ).
<b>Conditions Particulières</b>	désigne les conditions particulières applicables à la Convention de Financement, tel que défini à l'Article 1.1 ( <i>Conditions Générales et Conditions Particulières</i> ).
<b>Contrôle</b>	désigne le fait de contrôler directement ou indirectement une société au sens du droit français.
<b>Convention de Financement</b>	désigne ensemble les Conditions Générales et les Conditions Particulières, y compris son exposé préalable, leurs annexes respectives, les Directives pour la Passation des Marchés ainsi que, le cas échéant, leurs avenants.
<b>Date d'Achèvement Technique</b>	désigne la date d'achèvement technique du Projet, prévue dans les Conditions Particulières.
<b>Date Limite d'Utilisation des Fonds</b>	désigne la date limite d'utilisation des fonds de la Subvention, prévue dans les Conditions Particulières.
<b>Date de Signature</b>	désigne la date de signature des Conditions Particulières par toutes les Parties.
<b>Date Limite de Versement</b>	désigne la date limite de versement des fonds, prévue dans les Conditions Particulières.

<b>Demande de Versement</b>	désigne une demande de Versement substantiellement conforme au modèle figurant en Annexe 3 ( <i>Modèle de Demande de Versement</i> ).
<b>Dépense(s) Eligible(s)</b>	désigne les dépenses du Projet telles que précisées à l'Annexe 2 ( <i>Plan de Financement</i> ) des Conditions Particulières.
<b>Directives pour la Passation des Marchés</b>	désigne les stipulations contractuelles contenues dans les directives relatives à la passation des marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers en vigueur à la Date de Signature, disponibles sur le Site Internet et dont une copie a été remise au Bénéficiaire.
<b>Documents de Financement</b>	désigne la Convention de Financement, l'Acte de Rétrocession ainsi que tous documents s'y rapportant directement.
<b>Documents de Projet</b>	désigne l'ensemble des documents remis ou signés par le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final selon le cas, dans le cadre de la réalisation du Projet, tels qu'identifiés le cas échéant dans les Conditions Particulières.
<b>Effet Significatif Défavorable</b>	désigne un effet significatif défavorable sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>– le Projet de nature à compromettre la poursuite du Projet conformément à la Convention de Financement (ou aux Documents de Financement si applicable) et des Documents du Projet ;</li> <li>– l'activité, les actifs, la situation financière du Bénéficiaire, ou sa capacité à respecter ses obligations au titre de la Convention de Financement (ou aux Documents de Financement si applicable) et des Documents du Projet ; ou</li> <li>– la validité ou la force exécutoire de la Convention de Financement (ou de tout Document de Financement si applicable) ou de tout Document du Projet.</li> </ul>
<b>Embargo</b>	désigne toute sanction de nature commerciale visant à interdire les importations et/ou les exportations (fourniture, vente ou transfert) d'un ou plusieurs types de biens, de produits ou de services à destination et/ou provenance d'un Etat pour une période déterminée, et telle que publiée et modifiée par les Nations Unies, l'Union Européenne ou la France.
<b>Euro(s) ou EUR</b>	désigne la monnaie unique européenne des États membres de l'Union Économique et Monétaire européenne, dont la France, et ayant cours légal dans ces États.
<b>Expertise France</b>	désigne l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale (AFETI).
<b>Fraude</b>	désigne toute manœuvre (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou

réglementaires et/ou violer les règles internes de la société afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

**Fraude aux Intérêts  
Financiers de l'Union  
Européenne**

désigne tout acte ou omission intentionnel visant à causer un préjudice au budget de l'Union européenne et consistant (i) en l'usage ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ayant pour effet la perception ou la rétention indue de fonds ou la diminution illégale de ressources provenant du budget général de l'Union Européenne, (ii) en la non-communication d'une information ayant le même effet et (iii) en un détournement de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés.

**Garantie(s) des  
Constructeurs**

désigne toute garantie donnée directement ou indirectement au Bénéficiaire ou au Bénéficiaire Final selon le cas par l'un quelconque de ses cocontractants en charge de la réalisation totale ou partielle du Projet, telle que, par exemple, la garantie de bonne fin, la garantie de restitution des avances de démarrage, la garantie de parfait achèvement.

**Guide de Visibilité et de  
Communication**

Désigne l'ensemble des règles contractuelles s'imposant au Bénéficiaire et relatives à la communication et à la visibilité des projets financés par l'AFD contenues dans le document intitulé « Guide de visibilité pour les projets soutenus par l'AFD – Niveau 1 » ou « Guide de communication pour les projets soutenus par l'AFD – Niveau 2 » selon le cas, dont une copie a été remise au Bénéficiaire à la signature.

**Jour(s) Ouvré(s)**

désigne un jour, autre qu'un samedi ou un dimanche, où les banques sont ouvertes à Paris pour la journée entière.

**Listes de Sanctions  
Financières**

désignent, les listes de personnes, de groupes ou d'entités soumises par les Nations-Unies, l'Union européenne ou la France à des sanctions financières.

A titre d'information uniquement, et sans que le Bénéficiaire puisse se prévaloir des références ci-dessous:

**Pour les Nations Unies**, recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies :

<https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/un-sc-consolidated-list>

**Pour l'Union européenne**, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante :

[https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions\\_fr](https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions_fr) Pour la France, voir :

[http://www.tresor.economie.gouv.fr/4248\\_Dispositif-National-de-Gel-Terroriste](http://www.tresor.economie.gouv.fr/4248_Dispositif-National-de-Gel-Terroriste)

**Maître d'Ouvrage Délégué**

désigne, le cas échéant, l'entité, telle qu'identifiée dans les Conditions Particulières, mandaté(e) par le Bénéficiaire afin de mettre en œuvre le Projet.

<b>Origine Illicite</b>	désigne une origine de fonds provenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) d'infractions sous-jacentes au blanchiment telles que désignées, par le glossaire des 40 recommandations du GAFI sous « catégories désignées d'infractions » (<a href="http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/Recommandations_GAFI.pdf">http://www.fatf-gafi.org/media/fatf/documents/recommendations/Recommandations_GAFI.pdf</a>);</li> <li>(ii) d'Actes de Corruption ; ou</li> <li>(iii) de la Fraude aux Intérêts Financiers de l'Union Européenne, les cas échéant.</li> </ul>
<b>PEES</b>	désigne, si applicable, le plan d'engagement environnemental et social figurant en annexe des Conditions Particulières. Document opérationnel présentant les engagements pris par le Bénéficiaire pour éviter, minimiser, réduire ou compenser les risques et impacts potentiels du Projet sur l'environnement humain et naturel, les mesures de suivi envisagées, ainsi que les arrangements institutionnels nécessaires à leur mise en œuvre.
<b>Plan de Financement</b>	désigne le plan de financement du Projet tel prévu dans les Conditions Particulières.
<b>Polices d'Assurances</b>	désigne les polices d'assurances que le Bénéficiaire ou le Bénéficiaire Final selon le cas est tenu de conclure et de maintenir en vigueur en ce qui concerne le Projet.
<b>Pratiques Anticoncurrentielles</b>	désigne : <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) toute action concertée ou tacite ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elle tend à : 1° limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ; 2° faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ; 3° limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ; 4° répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement.</li> <li>(ii) toute exploitation abusive par une entreprise ou un groupe d'entreprises d'une position dominante sur un marché intérieur ou sur une partie substantielle de celui-ci.</li> <li>(iii) toute offre de prix ou pratique de prix de vente abusivement bas, dont l'objet ou l'effet est d'éliminer d'un marché ou d'empêcher d'accéder à un marché une entreprise ou l'un de ses produits.</li> </ul>
<b>Prestation(s)</b>	désigne la ou les étude(s) et/ou prestation(s) d'assistance technique à réaliser dans le cadre du Projet, conformément à l'Annexe 1 ( <i>Description du Projet</i> ) des Conditions Particulières.

<b>Projet</b>	désigne le projet tel que décrit à l'Annexe 1 ( <i>Description du Projet</i> ) des Conditions Particulières.
<b>Règlement de Gestion des Réclamations ES</b>	désigne les stipulations contractuelles contenues dans le Règlement de Gestion des Réclamations Environnementales et Sociales, disponible sur le Site Internet et tel que modifié, le cas échéant.
<b>Rapport Général d'Exécution</b>	désigne le rapport général d'exécution relatif au Projet, tel que défini à l'Article 7.1 ( <i>Rapports d'exécution</i> ).
<b>Site Internet</b>	désigne le site Internet de l'AFD <a href="http://www.afd.fr/">http://www.afd.fr/</a> ou tout autre site Internet qui le remplacerait.
<b>Subvention</b>	désigne le concours sous forme de don mis à la disposition du Bénéficiaire par l'Agence conformément aux présentes et pour le montant maximum stipulé dans les Conditions Particulières.
<b>Versement</b>	désigne le versement d'une partie ou de la totalité des fonds mis à disposition du Bénéficiaire par l'Agence au titre de la Subvention dans les conditions prévues à l'Article 3.2 ( <i>Modalités de Versement des fonds</i> ).

## **Annexe A2 - Interprétations**

- a) "actifs" s'entend des biens, revenus et droits de toute nature, présents ou futurs ;
- b) toute référence au "Bénéficiaire", une "Partie" ou à l'Agence inclut ses successeurs, cessionnaires et ayant-droits ;
- c) toute référence à la Convention de Financement ou tout autre acte s'entend dudit document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué, conformément à la Convention de Financement ;
- d) "garantie" s'entend de toute garantie ou de tout cautionnement, de quelque nature que ce soit ;
- e) "personne" s'entend de toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d'un État, ainsi que de toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale ;
- f) "réglementation" désigne toute législation, toute réglementation, tout règlement, tout arrêté, toute instruction ou circulaire officielle, toute exigence, décision ou recommandation (ayant ou non force obligatoire) émanant de toute entité gouvernementale, intergouvernementale ou supranationale, de toute autorité de tutelle, autorité administrative indépendante, agence, direction, ou autre division de toute autre autorité ou organisation (en ce compris toute réglementation émanant d'un établissement public industriel et commercial) ayant un effet sur la Convention de Financement ou l'un quelconque des Documents de Financement si applicable ou sur les droits et obligations d'une Partie ;
- g) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ;
- h) les titres, Articles et Annexes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation de la Convention de Financement ;
- i) sauf stipulation contraire, un terme utilisé dans un autre acte en relation avec la Convention de Financement ou dans une notification au titre de la Convention de Financement aura la même signification que dans la Convention de Financement ; et
- j) une référence à un Article ou une Annexe est une référence à un Article ou une annexe des Conditions Générales.

**Annexe B - Liste des informations que le Bénéficiaire autorise expressément l'Agence à faire publier sur son site Internet (notamment sur sa plateforme *open data*)**

1. Informations relatives au Projet
  - Identifiant (numéro et nom) dans les livres de l'AFD ;
  - Description détaillée ;
  - Secteur d'activité ;
  - Lieu de réalisation ;
  - Date prévisionnelle de démarrage ;
  - Date d'Achèvement Technique ; et
  - Stade d'avancement actualisé semestriellement ;
2. Informations relatives au financement du Projet
  - Nature du financement (prêt, subvention, cofinancement, délégation de fonds) ;
  - Montant de la Subvention ;
  - Montant annuel des versements ;
  - Montants prévisionnels des décaissements sur 3 ans ; et
  - Montant cumulé des Versements (actualisé au fur et à mesure de la réalisation des Versements) ;
3. Autres informations
  - La note de communication publique d'opération (NCO) figurant en annexe des Conditions Particulières ;
  - L'intégralité du rapport d'évaluation du Projet s'agissant de tout Bénéficiaire qui est un Etat, ou le résumé du rapport d'évaluation du Projet s'agissant de tout Bénéficiaire qui n'est pas un Etat.

**Annexe C - Liste non exhaustive des documents environnementaux et sociaux dont le Bénéficiaire autorise la communication dans le cadre du Règlement de Gestion des Réclamations ES**

Les dispositions de la présente Annexe ne s'appliquent que lorsque le dispositif de gestion des réclamations environnementales et sociales (tel que prévu à l'article 6.10.2 des Conditions Générales) est applicable au Projet.

- Rapports de missions de cadrage E&S
- Etude d'impacts environnementale et sociale (EIES)
- Plan de gestion environnementale et sociale (PGES)
- Cadre de Gestion environnementale et sociale (CGES)
- Plan d'Action de Réinstallation (PAR)
- Cadre de Politique de Réinstallation (CPR)
- Plan d'Engagement environnemental et social (PEES)
- Etude environnementale et sociale restreinte
- Plan d'actions environnementales et sociales restreint
- Chapitre de l'étude de faisabilité relatif aux questions environnementales et sociales
- Chapitres des rapports de missions de suivi, relatifs aux questions environnementales et sociales
- Rapports de suivi de mise en œuvre du PEES

## **Annexe D – Modalités de partage des données de biodiversité**

### **Nature des données**

Les données de biodiversité concernées par la clause Partage des données de biodiversité de la présente convention sont les données d'observation de faune et de flore collectées dans le cadre d'inventaires naturalistes de terrain dédiés au Projet. Ces données peuvent résulter d'observations visuelles, de contacts auditifs, d'enregistrements ou encore de prélèvements d'échantillons.

Chaque donnée d'observation publiée comprendra à minima des informations sur : le type d'observation, le nom scientifique du taxon, sa localisation et la date d'observation.

Sauf s'il s'agit de données pouvant être considérées comme sensibles, les observations seront publiées avec la même précision de localisation que celle collectée sur le terrain.

Les données pouvant être considérées comme sensibles sont, en particulier, les observations d'espèces de faune ou de flore indigènes dont la survie des populations locales est menacée par le prélèvement ou la destruction intentionnelle d'individus. Le fournisseur des données dégradera volontairement la précision de la localisation des observations d'espèces dites sensibles. Le niveau de dégradation de la précision de la localisation sera adapté au niveau de sensibilité de l'espèce de manière à prévenir tout risque de pression supplémentaire sur les populations d'espèces concernées.

### **Modalités de transmission**

Les données de biodiversité du Projet seront publiées en utilisant le dispositif mis en place par le GBIF [www.gbif.org](http://www.gbif.org)

Des informations sur le Projet dans le cadre duquel ont été collectées les données seront fournies en plus des métadonnées obligatoires imposées par le GBIF. Une courte description du Projet suivie des noms du maître d'ouvrage et des financeurs dont l'Agence sera inclus.

Pour ce qui concerne les conditions d'utilisation des données, le fournisseur des données optera obligatoirement pour l'un des deux niveaux de droits les moins restrictifs à savoir : la licence « Public Domain (CC0) » ou la licence « Creative Commons Attribution (CC-BY) ».

En complément de cette annexe, le maître d'ouvrage et ses cocontractants peuvent s'appuyer sur le Guide de recommandations pratiques pour la publication des données de biodiversité édité par l'Agence et téléchargeable à l'adresse : <https://www.afd.fr/fr/ressources/data4nature-guide-de-recommandations-pratiques-pour-la-publication-des-donnees-brutes-de-biodiversite>